

DANS LA ZLÉA POUR Y RESTER

Maude Barlow et des membres des TUA se sont séparés du cortège de la Marche des peuples, à Québec. Abandonnant le tracé officiel, qui conduisait les dizaines de milliers de personnes venues manifester au Sommet des peuples vers un stationnement, loin du périmètre de sécurité du Sommet des Amériques, la porte-parole du Conseil des Canadiens et des syndiqués des Travailleurs unis de l'automobile ont préféré se joindre à ceux qui, la veille, avaient opéré une brèche dans le mur érigé autour des chefs d'État.

Parmi les marcheurs-ses qui ont respecté les mots d'ordre et se sont tenus loin de la casse, plusieurs maugréaient, mais obéissaient. C'est à l'image des deux sommets. Tout le monde n'est pas content, mais presque tous ont suivi les lignes officielles. Les dirigeants-es, dans la Haute-Ville ou la Basse-Ville, ne voulaient pas perdre le contrôle de la situation.

La frustration est la même, toutes choses étant égales, pour un bon nombre de militants-es engagés dans les luttes et les combats et certains des chefs de gouvernement dont les intérêts ne coïncident pas avec ceux des États-Unis, les meneurs du jeu dans le processus d'intégration des trois Amériques.

Les institutions mondiales continuent les ajustements structurels au prix du bien-être des peuples

Intégration de quoi, au juste? En adoptant une clause démocratique (dont il reste beaucoup à dire), les 34 chefs d'États réunis à Québec ont admis que l'intégration de sociétés aussi diverses, de la Terre de Feu à l'Alaska, ne pouvait se résumer à un simple accord commercial. Au début de la négociation de la Zléa, en 1994, à Miami, sous la présidence de Bill Clinton, il était entendu que le libre-échange devait au minimum s'accommoder de clauses de protection sociales et environnementales. Rapidement, les affaires ont pris le dessus.

Les comités devant lesquels devaient être évoquées les questions sensibles des services publics ou de la situation des économies de petite taille ont siégé pour la frime. Par contre, l'*Americas Business Forum*, qui réunit tout ce qui compte en Amérique, les grandes sociétés capitalistes, a pris en main les pourparlers commerciaux, se réunissant au préalable, avant et pendant chacun des sommets des ministres du commerce. Ils ont mené le bal du début à la fin, négociant en secret des accords qui peuvent jeter à terre les services publics, interdire ou affaiblir les contrôles environnementaux, mettre à mal les lois du travail là où cela gêne les affaires.

Les plus sagaces ont sonné l'alarme. Ils n'ont pas été immédiatement entendus. Nous sommes en 1994, en 1995, cela attendra novembre 1999 avant que, à Seattle, de grandes manifestations populaires fassent échouer les négociations du *Millénium* de l'Organisation mondiale du commerce. Tout le monde est resté sous le choc. Les manifestants-es eux-mêmes, pour commencer.

L'opinion publique, et singulièrement l'opinion publique états-unienne, s'est émue, inquiète des changements dans l'ordre économique mondial, dont elle voyait bien qu'ils bouleverseraient aussi l'ordre politique en limitant la capacité des gouvernements d'adopter des lois d'intérêt général. C'est l'ordre démocratique, le pouvoir du peuple sur les affaires publiques, qui est concerné par ces changements.

En pratique, ce sont des organisations d'horizons divers, écologistes et syndicalistes, mouvements de consommateurs et même paysans, en plus de groupes politiques aux États-Unis considérés radicaux, qui ont formé un front uni, mis de côté, le temps d'une manifestation, leurs différends idéologiques ou leurs disputes d'intérêts (syndiqués contre écologistes, paysans contre consommateurs). Les images ont fait le tour du monde, on les connaît bien maintenant.

En pratique toujours, les manifestants-es avaient si bien réussi à embouteiller le trafic à Seattle que la réunion de l'OMC n'a pu se tenir dans les formes. Les pays africains, quelques Européens, un peu tout le monde en a profité pour retirer ses billes du jeu. *See and wait*.

Les gouvernements les plus sensibles aux humeurs de leur opinion publique ont saisi le message, mais pas changé de trajectoire. La mondialisation est présentée comme une force de la nature, sorte d'*Act of God* de l'économie, pas d'assurance là-dessus. L'OCDE* et l'OMC, la Banque mondiale et le FMI se sont annexé l'Organisation mondiale de la santé et la plupart des grandes institutions internationales. L'économie donne le *la* et le chœur de tous les pays doit battre la marche du progrès, même au prix du bien-être des peuples.

Le cycle des négociations du *Millénium* de l'OMC n'a connu qu'un temps d'arrêt. Sur tous les fronts (santé, éducation, énergie, environnement, droits sociaux) les institutions internationales continuent les ajustements structurels, les arimages des politiques nationales et régionales à l'économie mondiale.

Tout n'est pas joué, quand même. États-uniens et Européens, pays du Sud et du Nord, riches et pauvres s'affrontent. Ne pouvant imposer, dans le calendrier prévu, le nouvel ordre mondial annoncé par George Bush (père) à l'issue de la guerre contre l'Irak, les États-Unis ont décidé de continuer leur partie dans leur cour, les Amériques, selon leur *destinée manifeste*. En imposant leur règle du jeu à un hémisphère, ils comptent l'imposer au reste du monde par voie de conséquence, à cause d'un poids économique qui rattrapera et dépassera celui de l'Union européenne.

Le combat s'est transporté de Seattle à Québec. Dans un coin, 34 chefs d'État. Tout ce qu'ils disent, tout ce qu'ils font, ce qu'ils décident a force de loi. Dans l'autre coin, la *gang* de Seattle. Des illuminés, des rêveurs, au pire des *trouble makers*, pour les uns. Des visionnaires, un espoir, une nouvelle gauche, pour les autres.